

|  |
| --- |
| **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES** |

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

|  |
| --- |
| **ACCORD-CADRE RELATIF A LA FOURNITURE DE REACTIFS ET CONSOMMABLES POUR LE LABORATOIRE ANTIDOPAGE FRANÇAIS (LADF)** |

**Université Paris-Saclay**

Bâtiment Breguet

3 rue Joliot Curie

91190 Gif Sur Yvette

**SOMMAIRE**

Article 1 - Dispositions générales du contrat

Article 2 - Pièces contractuelles

Article 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Article 4 - Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Article 5 - Modalités de remise en concurrence et attributions des marchés subséquents

Article 6 - Les fournitures attendues

Article 7 - Les fiches Techniques

Article 8 - Prix

Article 9 - Garanties Financières

Article 10 - Avance

Article 11 - Modalités de règlement des comptes

Article 12 - Conditions d'exécution des livraisons

Article 13 - Constatation de l'exécution des livraisons

Article 14 - Garantie des fournitures

Article 15 - Pénalités

Article 16 - Assurances

Article 17 - Résiliation du contrat

Article 18 - Règlement des litiges et langues

Article 19 - Clauses complémentaires

Article 20 - Clauses de réexamens

# Article 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet et forme du contrat

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de réactifs et consommables destinés aux analyses, recherches, développements et investigations effectués par le laboratoire antidopage français (LADF), unité de service et de recherche de l’université Paris-Saclay, seul laboratoire accrédité en France par l’Agence mondiale antidopage et le Comité français d’accréditation (COFRAC) pour la réalisation d’analyses antidopage.

Le marché fait l’objet d’un accord-cadre à bons de commande selon les articles R2162-8 et R2162-10 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est un accord multi attributaires. Chaque lot sera attribué à trois sociétés, sous réserve d’un nombre suffisant d’offres recevables.

Le titulaire s’engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les livraisons de l’accord-cadre et de ses éventuels avenants. Il doit garantir un niveau de professionnalisme et de qualité. Pour y parvenir, il doit être mis en place les moyens en personnel qualifié et disponible selon les différents délais de livraison mentionnés à l’article 12 du CCP.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les fournitures, objet du présent accord cadre, font l’objet d’un allotissement en 33 lots.

## 1.3 – Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au présent document et à l’annexe (1) technique. Aucune variante n’est autorisée.

# Article 2 - Pièces contractuelles

## 2.1 - Pièces contractuelles de l’accord-cadre

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et le bordereau des prix unitaires (BPU) stipulant les prix plafonds, hors révision, pour la durée du marché

- Le cahier des clauses particulières (CCP) et l’annexe (1) technique

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Les avenants conclus postérieurement à la notification du marché

- Le cadre de mémoire technique (annexe 2)

- L'offre technique et financière du titulaire

## 2.2 - Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents pour une durée d’un (1) an conclus pendant la validité de l’accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- le contrat valant acte d’engagement du marché subséquent

- le bordereau des prix unitaires (BPU)

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

**Article 3 – Confidentialité et mesures de sécurité**

Le laboratoire antidopage français est classé « zone à régime restrictif ».

Toutes les livraisons en sont enceintes sont consignées. Les livraisons doivent s’effectuer à la porte de livraison du laboratoire. Les personnels en charge de la livraison n’ont pas à pénétrer dans le bâtiment.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

# Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

# Article 4 – Durée de l’accord-cadre et des marchés subséquents

Le marché débutera à compter de sa date de notification aux titulaires pour une durée ferme de quatre ans.

Les marchés subséquents auront une durée d’un an et ne pourront être réalisés que pendant la validité de l’accord-cadre.

Leur exécution pourra se prolonger au-delà de la date limite de validité de celui-ci, dans une limite de trois mois et dans des conditions qui ne méconnaissent pas l’obligation de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

**Article 5 -** **Modalités de remise en concurrence et attributions des marchés subséquents**

A l’issue de la sélection par le LADF des opérateurs économiques titulaires de chaque lot de l’accord-cadre, ces derniers seront remis en concurrence chaque année jusqu’à la fin de l’accord-cadre. Ils seront ainsi invités à remettre une offre annuelle.

Pour cela, une lettre de consultation sera envoyée aux titulaires de l’accord-cadre par l’application ministérielle PLACE.

Chaque titulaire devra envoyer son offre annuelle sur PLACE.

Le délai standard de réponse est fixé à 14 jours ouvrés. Cependant, il peut être modifié par le LADF selon les caractéristiques particulières de certains réactifs et consommables.

**Le LADF étudiera les offres annuelles reçues selon le critère d’attribution unique du prix.**

Après attribution des marchés subséquents, le LADF informera les titulaires retenus pour l’année.

Le contrat valant acte d’engagement du titulaire retenu pour chaque marché subséquent sera signé par le Président de l’université Paris-Saclay et retourné au titulaire dans les plus brefs délais.

Si, lors d’une remise en concurrence, aucun des titulaires de l’accord-cadre ne remet de pli dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur résiliera l’accord-cadre avec les titulaires concernés sans mise en demeure préalable, aux seuls torts de ce dernier et sans indemnités.

# Article 6 – Fournitures attendues

Les fournitures objet du présent marché répondent à des contraintes strictes sur le plan qualitatif. Pour nombre d’entre elles, elles ne peuvent être substituées par d’autres produits et leur utilisation fait l’objet d’un processus qualité accrédité.

Ainsi, le titulaire fournit les produits tels que spécifiés dans les annexes techniques aux prix mentionnés dans les BPU, conformes aux fiches techniques produites dans l’offre.

# Article 7 – Fiches Techniques

Les titulaires doivent, pour chaque lot, transmettre une fiche technique indiquant au minimum les éléments suivants :

- Référence et désignation de l’article ;

- Conditionnement ;

- Nombre de tests par conditionnement ;

- Certification et normes ;

- Composition détaillée ;

- Durée et consigne de conservation ;

- Consignes d’utilisation ;

- Contre-indication d’utilisation ;

- Nom et coordonnées complètes du fabricant.

Chaque fiche technique est rédigée en langue française.

# Article 8 - Prix

## 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché comprennent les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport des fournitures.

Aucun frais de livraison ne pourra être facturé en sus des prix indiqués aux BPU.

## 8.2 - Modalités de variation des prix

8.2.1 Variation des prix

L’accord-cadre est à prix révisables. Les prix stipulés dans le BPU de l’accord-cadre sont fermes la première année d’exécution puis révisables les années suivantes. Les titulaires appliquent une remise sur ces prix chaque année, après application le cas échéant de la révision des prix.

8.2.2 Détermination de la valeur initiale de référence

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de notification du marché ; ce mois est appelé « mois zéro » (P0 et I0).

8.2.3 Application de la taxe ajoutée

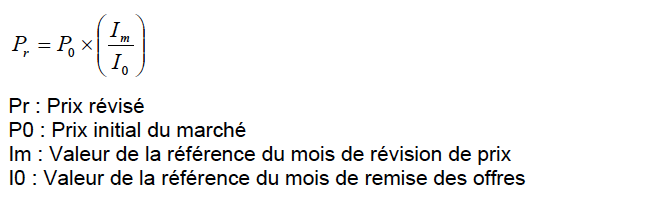
Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l’établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l’établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Si, le titulaire est établi dans un autre pays de l’Union Européenne sans avoir d’établissement en France, il facturera ses prestations hors taxe.

8.2.4 Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée à chaque date d’anniversaire de la notification de l’accord-cadre.

Par application de l’article R2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont fermes la 1ère année du marché. Ils sont ensuite révisables, annuellement, à la date anniversaire de la prise d’effet du marché en hausse comme en baisse par application d’une formule représentative de l’évolution du coût des produits en fonction de l’indice INSEE de prix de production de l’industrie française pour l’ensemble des marchés − A38 CE, CPF 20 − Produits chimiques, à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement :

**

En cas de variation conduisant à un taux d’augmentation des prix supérieurs à 3% l’an, le LADF se réserve le droit de résilier les marchés sans indemnité.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d’un nouvel accord-cadre, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l’application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3%.

8.2.5. Offres promotionnelles

Au cours de l’exécution de l’accord-cadre à bon de commande, le titulaire doit informer le LADF des offres promotionnelles exprimées en prix et/ou en pourcentage et/ou en unités gratuites.

Les prix des produits figurant à l’accord-cadre à bons de commande pourront donc temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d’offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l’ensemble de sa clientèle et sans que l’accord-cadre à bons de commande ne nécessite une modification.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au LADF par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine et lui donnant toutes les précisions utiles : notamment la durée de la validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés (référence produit, libellé du produit…).

Ce tarif est annexé à l’accord-cadre à bons de commande et constitue une pièce justificative. La baisse des prix s’applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

A l’expiration de la période promotionnelle, les prix de l’accord-cadre à bons de commande sont à nouveau en vigueur.

# Article 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

# Article 10 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

## 10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# Article 11 - Modalités de règlement des comptes

## 11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des produits, sur service fait.

## 11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou -91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés,

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du code de commerce.

Toute facture qui ne respecterait pas ces conditions sera rejetée.

## 11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# Article 12 - Conditions d'exécution des livraisons

Les fournitures devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

6, Allée des découvertes – Bâtiment 409

91400 Orsay

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison indiqué ci-dessus.

Conditions de livraison :

Le titulaire doit être en mesure de livrer sur le site du lundi au vendredi de 9H00 à 16H00.

Les produits sont livrés franco de port, d’emballage et de manutention. Ils peuvent être livrés à destination, en fonction du volume, sur palettes filmées, au moyen d'un camion.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Commandes cadencées :

La périodicité de livraison (la première semaine de chaque mois) peut être d’ores et déjà programmée pour certains lots par le LADF. Les correspondants achats enverront par courriel ou via un portail internet, une commande cadencée en indiquant le numéro de chaque lot, les références, les désignations des produits, les quantités mensuelles, les prix HT et son montant TTC.

Commandes ponctuelles :

Au fur et à mesure de l’activité du laboratoire, des bons de commandes seront émis par courriel ou via un portail internet.

Le délai de livraison pour l’ensemble des lots (hors commandes cadencées) est fixé à 5 jours ouvrés à compter de l’envoi du bon de commande.

Suivis des commandes :

Ils seront effectués par Madame Nathalie CREPIN (nathalie.crepin@universite-paris-saclay.fr), Madame Isabelle BAILLOUX ([isabelle.bailloux@universite-paris-saclay.fr](mailto:isabelle.bailloux@universite-paris-saclay.fr)) et Monsieur Thierry ROUSSEAU (thierry.rousseau@universite-paris-saclay.fr), les correspondants achats du LADF.

Dès la notification de l’accord-cadre, le titulaire désigne dans sa proposition un représentant qui est l’interlocuteur privilégié du LADF pour l’ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l’exécution des livraisons ou autres. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l’exécution du marché et du contrôle des fournitures.

Pour ce qui concerne le contrôle de la conformité des fournitures, l’interlocuteur dédié du titulaire est en lien avec les correspondants achats du LADF.

# Article 13 - Constatation de l'exécution des livraisons

Le pouvoir adjudicateur est compétent pour conduire les opérations de vérifications et prendre les décisions après vérification (admission ou rejet) conformément au CCAG-FCS.

# Article 14 - Garantie des fournitures

# Les fournitures font l'objet d'un délai de péremption de 6 mois au minimum. Le point de départ de ce délai de péremption commence à la réception du produit sur le site du laboratoire.

# Article 15 – Pénalités de retard

Le titulaire encourt, en cas de mauvaise exécution ou de leur inexécution de la prestation ou le non-respect des délais et après une première mise en demeure non assorties de sanctions (lettre recommandée avec A.R), des pénalités contractuelles en cas de nouveau manquement à savoir pour les prestations mentionnées ci-dessous :

- retard d’une livraison cadencée ou incomplète : 100€ par jour et par produit

- retard d’une livraison ponctuelle ou incomplète : 50€ par jour et par produit

- produit défectueux : 150€ par produit

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités sont cumulables entres-elles. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités sont fermes, non actualisables et non révisables.

# Article 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

# Article 17 - Résiliation du contrat

## 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes : articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité par dérogation à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

# Article 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

# Article 19 - Clauses complémentaires

Le titulaire s’engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l’honneur prévues à l’article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l’Université Paris-Saclay, à l’adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

# Article 20 - Clauses de réexamens

## 20.1 Modifications ou évolutions commerciales et introduction de nouvelles fournitures / remplacement d’un produit

Le titulaire informe sans délai le LADF de toutes modifications ou d’évolutions commerciales qu'il entend apporter aux fournitures objets du présent accord-cadre.

Sur la base des informations transmises, le LADF décide de la conduite à tenir et la notifie au titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou d’évolutions proposées, le LADF peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir les nouvelles fournitures commercialisées à titre gratuit au LADF pour la réalisation de tests. Le titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du LADF.

A l’exception du cas d’évolution du périmètre d’un ou plusieurs lots, toute évolution acceptée par le LADF, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du marché public.

Le LADF est susceptible au cours de l’accord-cadre d’introduire de nouveaux produits qui seraient nécessaires au bon déroulement des analyses ou pour développer de nouvelles méthodes de détection.

En tout état de cause, toute modification, évolution de gamme ou introduction de nouvelles fournitures dans le cadre du présent accord-cadre donnent lieu à la conclusion d’un avenant qui s’accordera sur une modification du contrat sans qu’il soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur d’engager une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

Le remplacement d’un produit par un produit équivalent ou innovant, ainsi que les conditions financières de cette substitution ne feront pas l’objet d’un avenant. Le remplacement des produits doit être l’occasion d’introduire des articles innovants ou de retirer, pour les remplacer, des produits qui ne seraient plus en conformité avec la nouvelle réglementation européenne ou équivalente sur l’environnement et la composition desdits produits. Préalablement au remplacement d’un produit, le titulaire fournit au LADF, si elle en fait la demande, la composition, les caractéristiques techniques, les données de sécurité ainsi que des échantillons du produit envisagé.

Toute modification acceptée par le LADF donne lieu à une mise à jour de la fiche technique par le titulaire. Cette fiche technique mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le titulaire au représentant du LADF.

## 20.2 Evolution des quantités

Pour chaque lot, le LADF précise les volumes annuels minimum et maximum de commande à valeur contractuelle.

A chaque remise en compétition annuelle, le LADF actualisera le cas échéant ces volumes.

En effet, en fonction de l’évolution de l’activité (baisse ou haute) du laboratoire et en fonction des études de recherches et de développements, le LADF est susceptible de faire varier annuellement ses consommations des différents produits.